

Sommaire de la perspective économique

Le Canada connaît actuellement une récession et un grave ralentissement économique, à l'instar des autres pays du monde.

On s'attend à ce que ce ralentissement dure au moins un an et il faudra compter quelques années de plus pour que la situation se rétablisse au chapitre des emplois, du revenu, des placements et des finances.

La durée de la période de récupération dépendra en grande partie des politiques économiques des gouvernements fédéral et provinciaux, de même que des mouvements de l'économie mondiale.

Comme le climat économique est empreint d'une grande incertitude, les prévisions économiques pour la prochaine année ne peuvent faire autrement. Toutefois, voici ce à quoi la plupart s'attendent :

- une croissance économique négative en 2009;
- l'inflation des prix à la consommation, s'établissant à une moyenne entre 1 % et 2 % en 2009;
- une hausse du taux de chômage à plus de 7 % en 2009 et à près de 8 % en 2010;
- une croissance salariale beaucoup plus lente.

Les gouvernements doivent prendre les commandes en stimulant l'économie, en rétablissant la confiance et en venant en aide aux plus vulnérables. Les ménages sont lourdement endettés et une grande part des finances privées a été presque paralysée par la crise financière.

La situation engendrera d'importants déficits gouvernementaux. C'est exactement ce que doivent faire les gouvernements en période de ralentissement afin d'empêcher que la situation économique ne se dégrade encore davantage; n'oublions pas que la santé financière des gouvernements canadiens est relativement reluisante.

La présente parution du *Climat économique pour les négociations* renferme les sections suivantes :

Répare l'économie réelle, imbécile! Les gouvernements ont dépensé des dizaines de milliards de dollars au Canada et des trillions partout dans le monde pour relever l'industrie financière. Une certaine partie de ces investissements est justifiée, mais n'aura qu'une incidence très limitée tant que les problèmes de la véritable économie n'auront pas été réglés. Cette section explique ce qui doit être fait.

Perspectives économiques canadiennes et provinciales. Moyennes des plus récentes prévisions des principaux indicateurs économiques pour le Canada et les provinces.

La crise économique frappe au foyer et au travail.

En novembre, l'économie canadienne a subi sa plus importante perte d'emploi au cours d'un même mois depuis 1982. Dans le secteur manufacturier, c'est près de 400 000 emplois qui se sont envolés au cours des six dernières années, et d'autres pertes d'emploi sont à prévoir. Cette section traite des récentes tendances et d'autres secteurs d'importance susceptibles de connaître des pertes d'emploi majeures.

Stimulants économiques : les services publics offrent le meilleur rendement. Les investissements dans les services publics permettent non seulement de répondre aux besoins communautaires et sociaux criants, mais ils créent aussi plus d'emplois et réussissent mieux à consolider l'économie que les réductions d'impôts.

Inflation : jusqu'au chutera-t-elle? Les opinions sont diversifiées quant aux prévisions de l'inflation au cours de la prochaine année; certains prévoient une inflation inférieure à 1 %. Cette section explique pourquoi il est probable qu'elle soit supérieure.

Augmentations salariales décentes avant le grand gel. Dernièrement, les travailleurs du secteur public ont obtenu des augmentations salariales décentes, mais les négociations s'annoncent beaucoup plus complexes. Il faudra faire des compromis difficiles et trouver de nouvelles stratégies.

Prochaine parution : Mars 2009

Le *Climat économique pour les négociations* est publié sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique. Veuillez communiquer avec Toby Sanger (tsanger@cupe.ca) pour toute correction, question, suggestion ou contribution!

LE CLIMAT ÉCONOMIQUE

pour LES NÉGOCIATIONS

Répare l'économie réelle, imbécile!

Dans la course à la présidence de Bill Clinton contre George H. W. Bush (l'aîné) en 1992, le slogan de la campagne qui lui a valu la victoire était [Traduction] « C'est l'économie, imbécile ».

À cette époque, l'économie américaine émergeait tout juste d'une récession. La récession de 1990-1991 a frappé les Canadiens avec encore plus de force à cause des politiques économiques acérées du gouvernement Mulroney.

Aujourd'hui encore, nous sommes au pas d'une récession qui s'annonce plus pénible et plus longue. Les Larry, Curly et Moes en charge des économies mondiales continuent de pirouetter pour régler la catastrophe créée par leurs politiques économiques néo-conservatrices.

Après s'être buté à des portes closes avec les deux premières séries de mesures pour répondre à la crise financière et économique, l'équipe économique de George Bush, le secrétaire au Trésor Hank Paulson et le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke, sortent aujourd'hui du chapeau le plan C voire le plan D. Quand même, rendons à César ce qui lui appartient, ils se sont échinés à trouver des mesures sans précédent, y compris une nationalisation timide mais efficace des principales banques américaines et des fabricants d'automobile.

Pour sa part, le gouvernement fédéral canadien n'a même pas ne serait-ce qu'esquisser une solution à la crise économique. Pour commencer, il s'est employé à mettre des œillères au public, en vantant les mérites de notre force économique et en niant l'existence de problèmes. Cette mascarade, en dépit du fait que l'économie canadienne a connu une croissance plus lente que l'économie américaine cette année, a fait en sorte que des millions de personnes ont perdu une grande partie de leur épargne-retraite, et que l'hémorragie de pertes d'emploi dans le secteur manufacturier n'est toujours pas colmatée.

La Banque du Canada a répondu avec une remarquable souplesse et rapidité pour prêter appui aux banques de toutes les façons possibles, démontrant son agilité et sa créativité en cas de besoin.

Toutefois, après 16 mois, le fiasco financier de la solution maison du Canada du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) de 32 milliards de dollars n'est toujours pas résolu.

L'approche du gouvernement fédéral qui consiste à laisser l'industrie trouver une solution et à protéger les fraudeurs est un échec. Ce sont le public, les travailleurs à la retraite et d'autres investisseurs qui paieront le prix.

La première bétise des dirigeants de l'économie est tout simplement qu'ils n'y ont vu qu'une crise *financière* et non aussi une crise *économique*. Les faillites bancaires et les marchés boursiers en chute libre ont certainement capté l'attention des médias et du public. Cependant, le château de cartes financier s'est écroulé parce que les fondations économiques se sont effritées et sont devenues instables.

Pendant des années, la productivité de l'économie n'a connu aucune hausse, le salaire réel a diminué, les ménages ont contracté des dettes faramineuses, les profits et les excédents des sociétés ont atteint des sommets et l'ingénierie financière et la spéculation non réglementées ont porté ombrage aux placements véritablement productifs, la croissance a été caractérisée par le déséquilibre et l'inégalité a régné.

Oui, il faut régler une crise financière et faciliter le crédit, mais rien ne sera possible tant que les problèmes économiques sous-jacents n'auront pas été réglés. Autrement, il ne s'agira que de saupoudrer des milliards et des trillions de dollars de fonds public dans un système avarié.

Notre gouvernement fédéral s'est finalement joint à d'autres pays pour reconnaître que le Canada doit aussi inscrire un déficit et offrir des « stimulants économiques » pour empêcher que la situation ne se dégrade encore davantage.

Néanmoins, il s'agira d'un autre échec si nos dirigeants économiques estiment que tout ce dont l'économie a besoin est plus de carburant dans un réservoir vide, sans mettre au point le moteur ou changer la direction dans laquelle évolue l'économie. Pour pousser plus loin l'analogie, même si des moteurs plus efficaces contribuaient à améliorer la situation, les transports en commun demeureraient encore la solution la meilleure. Le remplacement de nos brûleurs d'essence par une flotte de voitures électriques ou hybrides plus coûteuses ne ferait que conduire à un autre échec financier.

Nous ne pouvons, pas plus que notre planète, continuer de générer des dettes et des déchets en quantité astronomique, hypertrophiés par une sur utilisation et une surconsommation individuelles privées.

Nous avons besoin de plus et de meilleurs services publics pour partager notre richesse et établir une économie plus stable, équitable et durable.

Malheureusement, le gouvernement fédéral ne laisse rien voir de sa compréhension du besoin d'apporter un changement quel qu'il soit. À l'opposé, il maintient le cap en se fiant à une vieille carte routière pour l'économie, Avantage Canada.

Elle le dirige vers plus de privatisation, de déréglementation, de réductions fiscales et d'autres politiques économiques néo-conservatrices désuètes à l'origine de la présente crise. À défaut de changer de direction bientôt (ou de conducteur), nous continuerons d'évoluer droit vers ce précipice.

Que faire?

Il est temps de revenir aux sources. Notre économie doit être réaxée sur les trois « R » :

1. *Réinvestir* dans la véritable économie. Nous accusons un déficit de plus de 120 milliards de dollars dans l'infrastructure municipale. Il faut tout réparer, rénover et renouveler, des transports en commun jusqu'à la santé et les services sociaux en passant par les routes, les systèmes d'aqueduc, les immeubles et la communauté. Il est aujourd'hui temps de mettre la main à la pâte, mais en se munissant d'un plan plus durable pour l'avenir. Nous avons aussi besoin d'une résurgence des investissements du secteur privé pour accroître la productivité de notre économie. Il faudra pour ce faire appui et orientation de la part du gouvernement qui mettra à contribution des stratégies économiques sectorielles, des politiques d'approvisionnement ciblées et des investissements dans l'éducation, la formation et la recherche et le développement. Il faudra aussi mettre fin aux incitatifs fiscaux et économiques qui récompensent la spéculation et l'ingénierie financière aux dépens du véritable investissement et de l'ingénierie civile et de l'innovation. Ces changements contribueront à établir et à faire croître notre économie de façon durable dans l'avenir.
2. *Rebâtir* l'infrastructure sociale et le système de soutien de notre société. Nous avons besoin de meilleurs mécanismes de soutien du revenu et d'une plus grande sécurité par l'entremise d'un système d'assurance-emploi amélioré, de meilleures pensions publiques, d'un régime de sécurité sociale amélioré, de plus et de meilleurs services publics, y compris des services de garde et de soins de santé publics, tant pour des raisons sociales qu'économiques. Les marchés privés ne réussissent tout simplement pas à offrir le genre de sécurité dont les gens ont besoin pour mener des vies saines et productives, comme bon nombre l'ont aujourd'hui réalisé en observant le rendement leurs RÉER.

Il faut une meilleure répartition de la part du gâteau économique; en fait, il faut rebrousser chemin et remédier à distribution grandement inégale des dernières années qui a contribué à créer cette crise économique et financière.

Finalement, nous avons besoin de :

3. *Réglementer et contrôler* de nouveau le secteur financier et d'autres ramifications en déroute de notre économie. On reconnaît de parts et d'autres que le système financier mondial doit être réformé et mieux encadré, tout comme celui du Canada. Le système de réglementation financier et d'application du Canada est extrêmement faible; il n'y a pratiquement aucune poursuite des criminels à col blanc et des fraudeurs. On ne peut se contenter de s'en remettre à l'auto-réglementation et à l'évolution naturelle de l'industrie, du moins, en ce qui concerne les travailleurs ordinaires, les petits investisseurs et le grand public. Certains s'enrichissent de façon fabuleuse, mais la plupart sont perdants ce qui mène à une instabilité économique permanente. À défaut de resserrer les mécanismes de contrôle et de prévoir des pénalités plus fortes, nous serons bientôt rappelés à l'ordre par un autre gonflement orchestré par le secteur financier, suivi d'un autre effondrement sans aucune retombée économique durable.

Perspectives économiques

Il ne fait aucun doute qu'il s'agira d'un grave repli économique. Les prévisionnistes économiques du secteur privé en reconnaissent aujourd'hui la gravité et la plupart prévoient une récession au cours de la prochaine année, suivie d'un redressement en 2010.

Toutefois, ce scénario semble trop optimiste, à moins que l'on ne mette en place très bientôt les bonnes politiques économiques. Même alors, il faudra attendre plusieurs années avant de réinvestir, de réduire la dette, de rétablir la confiance dans l'économie et le système financier. Il est beaucoup plus probable que l'économie mette des années à récupérer complètement de la situation.

Du point de vue fiscal, le ralentissement frappera très fort dans les recettes publiques. De façon générale, il est entendu que chaque diminution de 1 % de la croissance économique réduit les recettes publiques de la même proportion; toutefois, un ralentissement économique vient aussi s'ajouter au coût des services publics à hauteur peut-être d'un (1) demi à un point de pourcentage pour chaque point de pourcentage de baisse de la croissance.

Heureusement, les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens sont en bonne santé fiscale et ils peuvent emprunter pour effectuer les dépenses et les investissements requis; ils profiteront de faibles taux d'intérêt et l'on reconnaît maintenant qu'il sera nécessaire de faire un déficit actif pendant un certain nombre d'années.

Perspectives économiques canadiennes – Moyenne des prévisionnistes du secteur privé				
<i>Taux de croissance annuels (si non indiqué)</i>	2007	2008	2009	2010
Croissance de l'économie				
PIB réel	2,7 %	0,6 %	-0,2 %	2,2 %
- Dépenses de consommation	4,5 %	3,7 %	1,2 %	2,0 %
- Investissement des entreprises	3,5 %	2,1 %	-2,1 %	1,1 %
- Dépenses gouvernementales	3,7 %	4,2 %	2,8 %	2,7 %
Marché du travail				
Croissance de l'emploi	2,3 %	1,6 %	-0,4 %	0,5 %
Taux de chômage	6,0 %	6,1 %	7,1 %	7,7 %
Croissance de la productivité	0,7 %	-0,7 %	-0,2 %	2,2 %
Inflation – indice des prix à la consommation	2,2 %	2,4 %	1,0 %	1,7 %
Profits des sociétés avant taxe	3,3 %	6,3 %	-9,8 %	8,2 %
Revenu personnel réel disponible	3,7 %	4,1 %	1,7 %	2,8 %
Taux d'épargne personnelle	2,7 %	3,0 %	2,6 %	3,6 %
Logement début (000s)	228	214	181	179
Taux d'intérêt et de change				
Court terme, 3 mois – Bons du trésor	4,15 %	2,10 %	1,60 %	2,84 %
Long terme, 10 ans – Bons	4,28 %	3,55 %	3,37 %	3,91 %
Taux de change \$ É.-U/\$ C	93,04 \$	92,87 \$	79,18 \$	88,00 \$
Moyenne consensuelle basée sur les plus récentes prévisions des différents prévisionnistes canadiens au 11 décembre 2008.				

Perspectives provinciales								
% de croissance annuelle (sauf indication)	Chômage							
	PIB réel		Emploi		Taux		Inflation	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Terre-Neuve et Labrador	0,9	0,6	1,2	0,7	13,1	13,1	3,0	2,2
Île-du-Prince-Édouard	0,6	0,1	1,0	-	10,6	11,2	3,6	2,0
Nouvelle-Écosse	1,0	0,3	0,8	0,2	7,7	8,1	3,4	2,2
Nouveau-Brunswick	1,1	0,1	0,6	0,2	8,5	9,2	2,2	1,8
Québec	0,4	-0,6	0,5	-0,7	7,4	8,5	2,3	1,5
Ontario	-0,1	-1,0	1,0	-0,8	6,4	7,7	2,2	1,4
Manitoba	1,9	0,3	1,2	0,2	4,1	4,8	2,3	1,5
Saskatchewan	3,1	1,0	1,2	0,7	4,2	4,6	3,4	2,4
Alberta	1,4	0,1	1,8	0,3	3,6	4,4	3,7	2,0
Colombie-Britannique	1,4	0,3	1,6	0,3	4,3	5,4	2,2	1,7
Basé sur des prévisions consensuelles de quatre différentes banques, en date du 11 décembre 2008.								

La crise économique frappe au foyer et au travail : plus importante perte d'emploi depuis 1982

L'Ontario connaît la plus importante vague de pertes d'emploi dans le secteur manufacturier jamais répertoriée

Le poids complet de la crise économique montre aujourd'hui le bout de son nez et paraît dans les chiffres de l'emploi à l'échelle mondiale, et déborde jusque dans le domicile des Canadiens.

Certaines parties de l'économie, en particulier le secteur forestier et le secteur manufacturier du centre du Canada sont en récession depuis nombre d'années, mais les pertes d'emploi dans ces secteurs ont été contre-balançées par des gains d'emploi dans d'autres.

Les chiffres de novembre montrent que les pertes d'emploi dans le secteur manufacturier s'accroissent. Au lieu de prendre le relais, les autres secteurs perdent aussi des emplois.

Selon l'Enquête sur la population, l'économie canadienne accuse une perte totale nette de 72 000 emplois entre octobre et novembre. Cela ne fait que hausser légèrement le taux de chômage du Canada de 6,2 % à 6,3 % parce que nombre de travailleurs ont quitté la population active. Si les taux de participation à la population active étaient demeurés les mêmes, le taux de chômage national aurait grimpé jusqu'à 6,5 %.

La plupart des provinces ont perdu des emplois, mais l'Ontario a été particulièrement touché à ce chapitre car il a perdu environ 66 000 emplois d'octobre à novembre, son taux de chômage passant de 6,5 % à 7,1 %. La grande majorité (75 %) des emplois perdus en Ontario étaient des emplois à temps plein, surtout dans le secteur manufacturier (64 %).

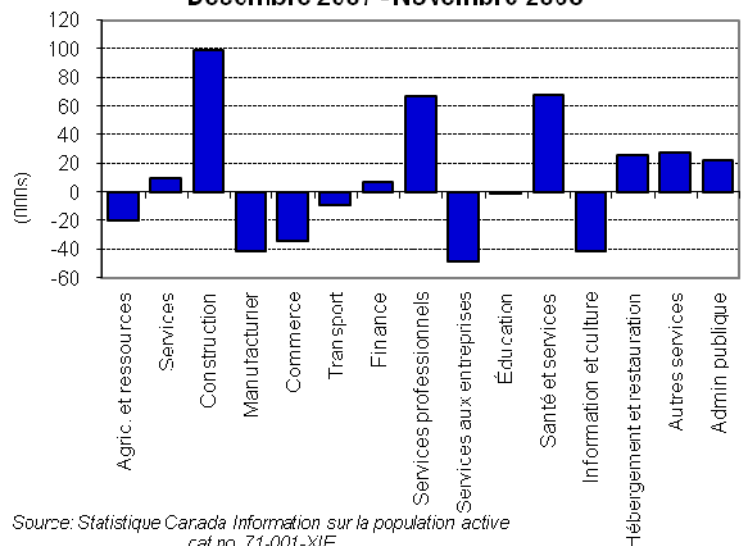
En fait, cette perte de 42 200 emplois en Ontario au cours de ce seul mois représente la perte d'emploi la plus importante au cours d'un même mois dans le secteur manufacturier : tant en nombre absolu qu'en proportion de la main-d'œuvre de ce secteur d'activité.

En six ans, la province a perdu 250 000 emplois dans le secteur manufacturier, ce qui représente une diminution de plus de 22 % par rapport à son sommet. Au Canada, les pertes d'emploi dans le secteur manufacturier s'élèvent maintenant à 389 000 ou un emploi sur six.

Rien ne laisse présager que les pertes d'emploi dans ce secteur ralentiront. On compte plus d'annonces de licenciement chaque semaine et l'industrie de l'automobile est en grande difficulté.

En Ontario, ces pertes d'emploi ont intensifié les répercussions sur les collectivités locales parce que la réduction des effectifs fait en sorte qu'un nombre beaucoup plus élevé de services publics doivent compter sur l'assiette fiscale locale. Il n'y a eu que très peu de gains d'emplois et très peu sont prévus. Étant donné que l'Ontario présente l'un des taux les plus élevés au monde d'impôt sur la propriété foncière, à l'échelle locale, lorsque les industries locales s'écroulent, il y a peu de marge de manœuvre pour accroître le taux des autres.

**Croissance de l'emploi par industrie
Décembre 2007 - Novembre 2008**



Source: Statistique Canada Information sur la population active cat no. 71-001-XIE

Le secteur manufacturier de l'Ontario est loin d'être le seul endroit ayant connu des pertes d'emploi en novembre.

Autre signe du ralentissement économique : le secteur du commerce au détail et du commerce en gros, le transport et l'entreposage, la construction ont tous perdu un plus grand nombre d'emplois au cours du dernier mois et leurs chiffres sont en baisse par rapport au début de l'année. C'est en Ontario que le plus grand nombre de ces emplois ont été perdus.

Dans certains des principaux secteurs couverts par le SCFP :

- l'emploi dans le secteur des services publics a continué de s'accroître et s'établit à 9 600 (+6,85), supérieur à ce qu'il était au début de l'année.
- l'emploi dans le secteur des transports a diminué de 26 000 emplois (-3,0 %) en novembre seulement, en baisse de 8 700 (-1,0 %) pour l'année.
- les affaires, la construction et les services de soutien ont perdu 49 000 emplois cette année (-6,8 %).
- dans le secteur de l'éducation, l'emploi a diminué en novembre et est tout juste inférieur à ce qu'il était au début de l'année.
- l'emploi dans la santé et les services sociaux a continué d'augmenter et s'établit maintenant à 3,6 %, supérieur à ce qu'il était en décembre 2007.
- le secteur de l'information, de la culture et des loisirs est en perte de 41 500 emplois (-5,2 %) cette année.
- dans le secteur de l'administration publique, 27 000 emplois ont été perdus en novembre, mais il est probable qu'une grande partie est liée au travail à court terme des élections fédérales. L'emploi dans ce secteur est toujours supérieur à ce qu'il était au début de l'année.

C'est dans le secteur public que la croissance de l'emploi est la plus forte à l'échelle du gouvernement local, et l'emploi dans le secteur postsecondaire s'accroît également à bon rythme. Toutefois, ces deux secteurs sont confrontés à des contraintes financières plus difficiles parce qu'ils sont limités et ne peuvent engager de déficit.

Le secteur de la construction a connu une forte croissance cette année, et les emplois sont près de 10 % supérieurs à ce qu'ils étaient il y a un an. Toutefois, la construction est un secteur très cyclique. En période de récession, ce secteur connaît un nombre beaucoup plus élevé de pertes d'emplois (environ 15 %) pendant une période beaucoup plus longue que le reste de l'économie. Après la récession du début des années 1980, il a fallu six ans au secteur de la construction pour récupérer; après la récession des années 1990, il a fallu dix ans pour que l'emploi se rétablisse dans ce secteur et atteigne de nouveau le sommet d'avant la récession.

Une diminution de 15 % des emplois dans le secteur de la construction se traduit par la perte de 200 000 emplois. Cette perte d'emplois à elle seule pourrait porter le taux de chômage du Canada à 7,4 %.

Dans le secteur des transports, l'emploi est aussi très cyclique. Dans ce secteur, les pertes d'emplois atteignent près de 10 % suite à une récession et il faut compter environ six ans avant que la situation ne se redresse.

Les prévisionnistes économiques s'attendent actuellement à ce que le taux de chômage du Canada augmente à plus de 7 % au cours de la prochaine année et atteigne 8 % en 2010. C'est l'équivalent de 300 000 personnes supplémentaires sans emploi. À moins que des mesures importantes et concertées ne soient prises bientôt, le taux de chômage du Canada pourrait facilement grimper jusqu'à ces niveaux.

En tête de liste, il conviendrait de voir des mesures visant à soutenir les emplois nécessaires à la prestation des services publics, y compris une augmentation des paiements de transfert aux gouvernements locaux et aux organismes publics qui ne peuvent déclarer de déficit. L'avantage serait double : une stimulation économique en maintenant l'emploi et le pouvoir d'achat à l'échelle locale tout en offrant des services publics d'autant plus requis en période de ralentissement.

Il conviendrait aussi d'améliorer le soutien au revenu des travailleurs touchés par le ralentissement économique, par exemple, en offrant de meilleures prestations d'emploi et d'aide sociale et en augmentant les compléments aux pensions.

Les mesures de stimulation économique destinées au secteur privé devraient particulièrement être axées de façon proactive sur les secteurs où il est probable que les pertes d'emploi soient les plus importantes soit, le secteur manufacturier, la foresterie, le secteur des ressources, la construction, les transports et d'autres secteurs cycliques.

Nous avons une occasion historique parce que ces industries sont les candidates parfaites pour réoutiller et réorienter notre économie de façon plus efficace et durable. Il faudra pour ce faire déployer des efforts considérables, changer d'orientation et surtout, adopter une vision plus progressive et prometteuse pour l'avenir.

Stimulants économiques : les services publics offrent le meilleur rendement

Ces jours-ci, on entend beaucoup parler de « stimulants économiques » alors que l'économie canadienne sombre en récession tout comme celle d'autres pays de l'échiquier mondial.

Après le déferlement de la crise financière en automne et les opérations de sauvetage du secteur bancaire à coup de trillions de dollars qui n'ont guère amélioré la situation, presque tous les économistes ont repris leurs esprits et demandent au gouvernement d'intervenir massivement à l'appui de l'économie.

Même le Fonds monétaire internationale (FMI) – qui a longtemps obligé les pays en développement à pratiquer des coupes dans les dépenses publiques et à réduire leur déficit – a récemment enjoint les pays de partout dans le monde de mettre au point rapidement des programmes de stimulants économiques dotés à hauteur d'environ 2 % de la taille de leur économie. Le FMI demande aux pays dont la situation fiscale est plutôt bonne, comme le Canada, d'en faire encore davantage.

Si l'on tient compte de la production économique du Canada évaluée à 1,5 trillion de dollars par année, 2 % de son PIB représente 30 milliards de dollars par année injectés dans des programmes de stimulants économiques.

Il doit s'agir de stimulants nouveaux et dynamiques qui viennent s'ajouter aux mesures existantes. Ils doivent aussi être calculés de façon indépendante de tout déficit actif « cyclique » survenue en raison du ralentissement économique tributaire d'une baisse des recettes ou d'une augmentation des dépenses pour l'assurance-emploi et l'aide sociale.

Bon nombre de pays de partout dans le monde ont déjà pris des mesures :

- Aux États-Unis, le président élu Obama met en place un ensemble de mesures qui devrait totaliser 700 milliards de dollars et créer 2,5 millions d'emplois.
- En novembre, le gouvernement de la Chine a annoncé un programme de stimulants étalé sur deux ans doté d'un budget de 4 trillions de yuans (plus de 700 milliards de dollars canadiens), ce qui représente 3,5 % de son PIB chaque année.
- L'Union Européenne s'affaire à l'élaboration d'un programme de stimulants de 200 milliards d'euros (plus de 320 milliards de dollars canadiens).
- En novembre, le gouvernement du R.-U. a annoncé des stimulants économiques dotés d'un budget de 20 milliards de livres (36 milliards de dollars canadiens) (bien qu'une grande partie prenne la forme de réductions d'impôts).

Entre temps, au Canada, le gouvernement fédéral n'a pas saisi l'occasion d'agir ou de mettre en place un plan crédible dans son énoncé financier et économique de novembre. Cet impair, le rapport fiscal insensé, les réductions des paiements de transfert et l'atteinte aux droits des travailleurs et aux partis politiques ont soulevé un mouvement de critique et sont à l'origine de la mise en place d'une coalition des partis de l'opposition composée des Libéraux et du NPD qui désire intervenir de façon tangible dans l'économie.

Après avoir eu recours à des mesures extraordinaires pour empêcher la chute de son gouvernement, le gouvernement Harper semble maintenant accorder un peu plus d'importance aux problèmes économiques auxquels est confronté le Canada.

Il a promis que le budget qu'il doit déposer le 27 janvier renfermera des mesures de stimulation de l'économie. Le gouvernement fédéral est maintenant en période de consultation afin de cerner les priorités quant aux mesures de stimulants économiques à prévoir dans le budget. <http://www.fin.gc.ca/news08/08-103f.html>

Il importe donc de déterminer quelles mesures offrent le plus et représentent le meilleur rapport qualité prix pour chaque dollar investi dans les programmes de stimulants économiques du gouvernement fédéral.

Le tableau suivant démontre non seulement que les services publics répondent aux besoins sociaux et communautaires criants, mais aussi qu'ils offrent le plus puissant stimulant économique : le meilleur rendement.

Retombées économiques des mesures de stimulation			
Incidence à l'échelle nationale de l'investissement d'un (1) milliard de dollars en dépenses publiques ou en réduction de l'impôt			
Mesure de stimulation	Emplois créés	Coût/emploi	% de l'augmentation du PIB
Infrastructure	12 300	81 300 \$	0,15 %
Santé	18 100	55 200 \$	0,11 %
Éducation	12 500	80 000 \$	0,11 %
Réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers	5 700	175 400 \$	0,08 %
Incidence de la mesure la première année. Analyse effectuée par Informetrica Ltd, <i>Canadian Macroeconomic Impacts of Fiscal, Monetary and other Impacts</i>			

Par exemple, un investissement public d'un (1) milliard de dollars dans l'infrastructure, les services de santé et l'éducation permettrait de créer deux à trois fois plus d'emplois que si le même investissement prenait la forme de réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers. La stimulation économique serait encore plus forte.

L'investissement dans les services publics offre aussi des avantages économiques supplémentaires à long terme :

- Chaque dollar investi dans l'infrastructure publique génère 17 cents par année en épargne pour les entreprises de même que d'autres avantages sociaux.
- Chaque dollar investi à l'appui des services de garde génère deux dollars de retombée économique à long terme.
- L'investissement dans l'éducation offre un avantage économique annuel continu de 10 à 15 %.

Inflation : jusqu'où chutera-t-elle?

Au Canada, le taux d'inflation s'est accru au cours de la dernière année, où l'augmentation annuelle du coût de la vie a atteint 3,5 % en août. Il s'agit du sommet le plus élevé en cinq ans des prix à la consommation à l'échelle nationale. Aujourd'hui, bon nombre de prix sont en baisse. Jusqu'où dégringolera le taux d'inflation?

Depuis l'été, le taux d'inflation a diminué de façon constante en raison de la chute abrupte du prix de l'essence, du gaz naturel et d'autres carburants. Le taux d'inflation annuel du Canada était en baisse de 2,6 % en octobre, un niveau très près de la moyenne à ce jour cette année de 2,5 %.

Le ralentissement économique mondial a exercé une pression à la baisse sur le prix de bon nombre de produits de base, notamment le pétrole et l'essence, les métaux, les produits forestiers et la plupart des marchandises agricoles. Au Canada, les prix du logement sont également en baisse dans nombre de collectivités. Tous ces facteurs font en sorte que l'on prévoit des taux d'inflation beaucoup plus faibles au cours de la prochaine année, certains soulevant même le spectre d'une *déflation*.

La déflation, une chute des prix constante, semble porteuse de bonnes nouvelles pour les consommateurs, mais elle est alarmante pour l'économie. Quand les consommateurs s'attendent à des baisses de prix, ils retardent leurs achats et leurs investissements ce qui peut entraîner une longue récession économique voire une dépression économique.

Les prévisions actuelles relatives à l'inflation en 2008 varient considérablement. La Banque TD prévoit un taux d'inflation de seulement 0,5 % en 2008 alors que les économistes de la CIBC prévoient qu'il sera de 2 %. La moyenne des plus récentes prévisions de l'inflation des prix à la consommation s'établit à une moyenne de 1,0 % au Canada en 2009 et 1,7 % en 2010. (tiré de *Perspectives économiques du Canada*)

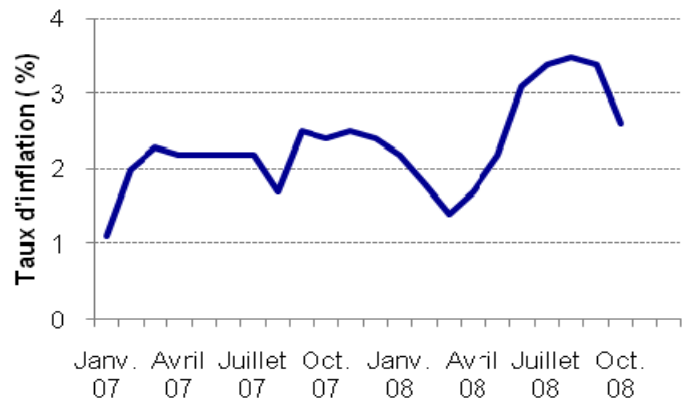
Certes, un taux de 1 % demeure dans l'horizon du possible, mais différents facteurs portent à croire qu'il ne descendra pas aussi bas au cours de la prochaine année.

Les augmentations du prix des aliments se sont accélérées au cours des derniers mois et ont connu une augmentation de 6,1 % en octobre comparativement à ce qu'ils étaient l'année précédente. Les dépenses en denrées alimentaires représentent près de deux fois les dépenses du budget familial moyen consacré à l'énergie; ils ont donc une plus importante incidence sur l'indice des prix à la consommation.

En dépit des récentes baisses du prix du grain et d'autres denrées agricoles, le prix des aliments devrait reprendre son ascension au cours de la prochaine année parce que les entreprises alimentaires n'ont pas encore été touchées par les augmentations du prix de ces produits de base. Selon l'U.S. Agriculture Department, le prix des aliments augmentera de 3,5 à 4,5 p. 100 en 2009¹.

Le prix accru des aliments touche particulièrement les familles à moyen et à plus faible revenu dont la part du revenu consacrée aux denrées alimentaires est de deux fois supérieure, toute proportion gardée, à celle des familles à revenu élevé.

Baisse de l'inflation au Canada
Variation des prix à la consommation sur douze mois



Le dollar canadien est en baisse par rapport au dollar américain et aux autres principales devises échangées. Le dollar canadien devrait s'établir environ à 0,80 \$US au cours de la prochaine, environ 13 cents de moins que la moyenne maintenue cette année. Une certaine partie de cette baisse de la valeur du dollar se traduira par une augmentation du prix des importations au Canada.

La baisse des prix de l'habitation entraînera une légère réduction de l'inflation, parce que l'indice des prix à la consommation ne tient compte que du prix des nouveaux logements. Au Canada, ils ont augmenté à un rythme de moitié celui du taux de revente de maisons et l'augmentation devrait ralentir encore davantage.

¹ Andrew Martin. « Food Prices Expected to Keep Going Up », *New York Times*, 26 novembre 2008.
<http://www.nytimes.com/2008/11/27/business/27food.html>

Les prix du pétrole ont aussi plongé au cours des derniers mois, mais ils devraient rebrousser chemin et reprendre leur ascension au cours de la prochaine année. Les producteurs mettent en veilleuse les nouveaux projets au Canada et ailleurs, ou les annulent tout simplement; l'OPEP et la Russie envisagent des diminutions de production et la demande continue de dépasser l'offre.

Au cours des deux dernières années, on estime que les coupures successives à la TPS ont réduit l'inflation d'un demi point de pourcentage pour chaque réduction d'un point de pourcentage. On ne prévoit aucune autre réduction à la TPS ou aux taxes de vente provinciales.

En dépit de la récession mondiale, il est prévu que les prix à la consommation augmentent au Canada d'une moyenne entre 1 % et 2 % en 2009, probablement plus près du point médian (1,5 %).

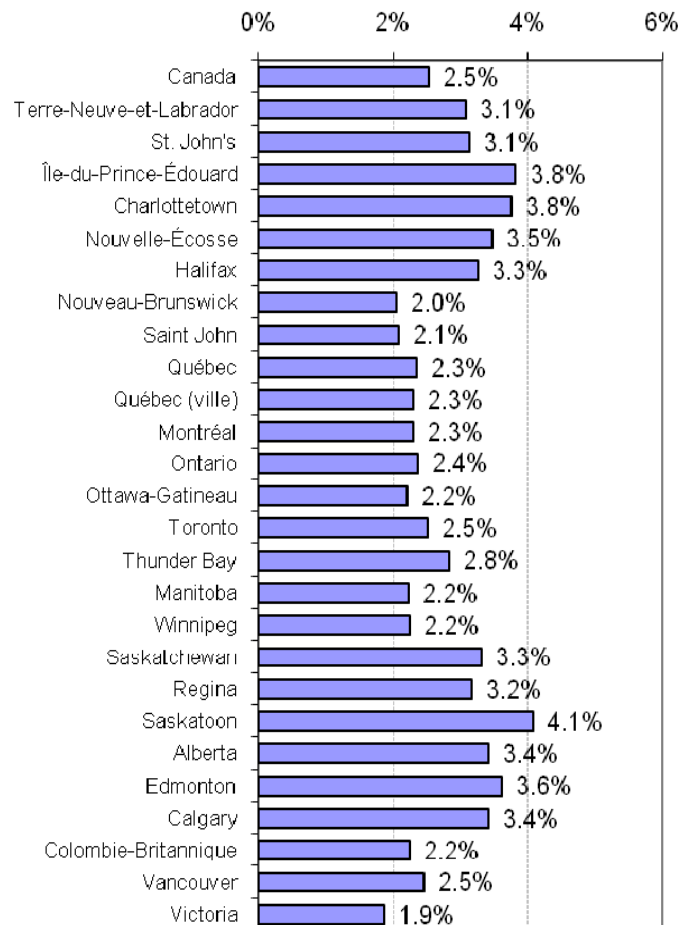
Augmentation des prix par province

À l'échelle provinciale, les prix à la consommation ont augmenté dans la plupart des régions de Saskatchewan et d'Alberta et dans les provinces Atlantiques de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Toutes ces provinces ont connu des taux d'inflation s'établissant en moyenne à plus de 3 % à ce jour cette année. Dans les autres provinces, l'inflation s'est établie entre 2 % et 2,4 % cette année.

De façon générale, les prévisionnistes estiment que l'inflation sera environ un point de pourcentage inférieure en 2009 à ce qu'elle était cette année au pays.

Cela signifie que les prix à la consommation devraient s'accroître d'environ 2 % en Alberta et en Saskatchewan, ainsi que dans les provinces du Canada atlantique de Terre-Neuve et du Labrador, de Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard en 2009. Pour cette même année, les prévisions de l'inflation moyenne qui prévaudra au Québec, en Ontario et au Manitoba est d'environ 1,5 %. En ce qui concerne le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique, les prévisionnistes estiment que les prix à la consommation augmenteront à près de 1,7 % en moyenne cette année (Voir le tableau ci-dessus – Apeçu économique provincial)

Inflation de l'IPC par province et ville Augmentation annuelle moyenne chiffres cumulés Janvier à octobre 2007-2008

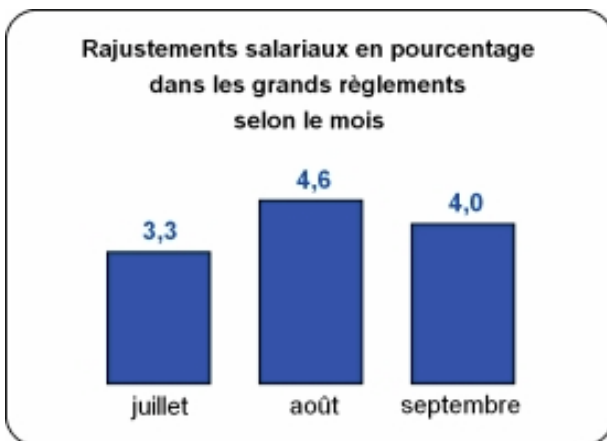


Calculs fait par le SCFP basé sur les données de Statistique Canada Tableau 326-0001

Été caractérisé par des augmentations décentes – avant le grand gel

Au cours du troisième trimestre de cette année (juillet à septembre), les membres du syndicat ont continué de parvenir à des règlements qui ont généré de réels gains salariaux.

Les augmentations salariales annuelles de base des importants règlements signés au 3^e trimestre représentent une moyenne de 4,0 %, soit supérieure au taux d'inflation de 3,4 % pour la même période.



Toutefois, cette moyenne nationale relativement élevée est presque entièrement attribuable à un certain nombre d'importantes ententes signées en Alberta et en Saskatchewan, surtout dans le secteur public, qui sont à l'origine d'augmentations salariales de plus de 4,5 %. Si l'on exclue ces ententes, l'augmentation du salaire de base moyenne au pays s'est établie à 2,8 %.

Augmentations salariales par secteur et industrie

Les règlements salariaux ont offert des rajustements salariaux moyens de 4,0 % pour les travailleurs du secteur public, balisés en grande partie par les règlements conclus en Alberta et en Saskatchewan. Ils portent le rajustement salarial moyen à ce jour cette année à 3,5 %, un point de pourcentage supérieur au taux d'inflation.

Dans le secteur privé, les augmentations salariales moyennes accusent des retards, s'établissant en moyenne seulement à 2,8 % au troisième trimestre. Au cours des neuf premiers mois de l'année, les règlements salariaux du secteur privé ont connu des augmentations moyennes de 2,6 %, tout juste un peu plus de l'inflation à 2,5 %.

Néanmoins, les travailleurs syndiqués du secteur privé n'ont pas eu droit qu'à de mauvaises nouvelles. À ce jour cette année, les règlements obtenus dans le secteur de la construction mènent le bal, connaissant une augmentation moyenne de 5,8 %; viennent ensuite les industries primaires qui ont connu une augmentation moyenne de 4,4 %.

À l'opposé, les travailleurs du secteur manufacturier ont obtenu uniquement des augmentations salariales moyennes de 1,6 % dans les règlements signés à ce jour cette année, et les travailleurs des secteurs du divertissement et de l'hébergement ont obtenu des augmentations moyennes de 1,8 %.

Dans les secteurs traditionnels du SCFP, les augmentations salariales moyennes se situaient entre ces extrêmes :

Les rajustements salariaux dans le domaine de l'éducation, de la santé et des services sociaux se sont établis à une moyenne de 4,6 % au troisième trimestre, surtout grâce aux règlements en Alberta et en Saskatchewan, et se sont établis à une moyenne à ce jour cette année de 4,0 %. Les conventions signées par le SCFP dans ce secteur à l'extérieur de l'Alberta se situent surtout dans la fourchette de 2,5 % à 3,5 %.

Les travailleurs du secteur de l'administration publique ont obtenu des augmentations salariales moyennes de 3,0 % au troisième trimestre, pour une moyenne cumulative cette année de 2,7 %. Ces règlements se situent aussi dans la fourchette de 2,5 % à 3,5 %.

Les travailleurs du secteur de l'information et de la culture ont obtenu des augmentations salariales moyennes de seulement 1,6 % au troisième trimestre, ce qui porte la moyenne des augmentations à ce jour cette année à 2,0 %.

Le tableau suivant résume les augmentations salariales obtenues cette année par province et par secteur, ainsi que celles issues de récents règlements du SCFP.

Au cours des prochaines années, il sera beaucoup plus difficile d'obtenir ce genre d'augmentation salariale. Le ralentissement de l'économie poussera la plupart des gouvernements fédéraux et provinciaux au déficit, tout en exerçant une pression accrue sur la demande de services publics. Les municipalités, le secteur public général et les autres employeurs sont encore davantage piégés dans ce marasme financier. Le rétablissement de la solvabilité des fonds de pension ajoutera une pression supplémentaire au tableau. Parallèlement, les plus faibles taux d'inflation des prochaines années faciliteront la négociation d'augmentations salariales moindres.

Outre les pressions visant une augmentation des paiements de transfert des gouvernements fédéral et provinciaux, les travailleurs du secteur public seront appelés de plus en plus à articuler les avantages économiques et sociaux des services publics, tout en étant confrontés à des compromis difficiles entre les gains salariaux et les emplois.

Employeur	Augmentation salariale moyenne
New Brunswick non-medical	2,5
TELUS Communications Québec	1,6
Société des casinos du Québec	2,1
Soins continus Bruyère	2,8
Commission scolaire d'Ontario	3,0
La société de l'aide à l'enfance de Toronto	3,3
Fonctionnaires de la ville de London	2,7
Alberta Chinook Health Region	5,0
B.C. Harrison Hot Springs municipal	3,5

Taux des règlements salariaux majeurs des négociations collectives annuels

	2006	2007	2008 à ce jour en septembre	2008Q1	2008Q2	2008Q3
Tous	2.5	3.3	3.2	3.4	2.4	4.0
Secteurs public	2.6	3.4	3.5	3.2	3.0	4.4
Secteur privé	2.2	3.1	2.6	3.9	1.8	2.8
Inflation de l'IPE	2.0	2.2	2.5	1.8	2.4	3.4

Taux des règlements salariaux par province – Règlements principaux

	T-N	Î.-P.É	N.-É	N.-B	QC	ON	MB	SK	AB	C.-B.	Prov Multi	Fédéral
2006	1.7	2.7	3.2	3.0	1.9	2.5	2.6	2.1	3.4	2.5	3.8	2.3
2007	1.5	2.8	3.0	2.4	3.2	3.0	3.0	4.1	4.9	3.0	3.5	2.9
à ce jour en sept. IPE	5.0	3.0	3.4	2.7	2.4	2.4	3.8	6.0	4.7	2.7	-	2.9
à ce jour en sept.	3.0	3.8	3.5	2.1	2.3	2.3	2.1	3.3	3.5	2.2	-	2.5
2008Q1	-	3.0	3.5	4.0	2.4	3.0	4.1	2.3	4.0	3.3	-	3.4
2008Q2	5.0	-	2.9	3.0	2.1	1.8	3.5	-	4.7	3.4	-	2.6
2008Q3	-	3.0	-	2.5	2.8	2.9	3.3	6.2	5.3	2.6	-	3.3

Taux des règlements salariaux par industries – Règlements principaux

Industrie	2006	2007	2008 à ce jour cette année	2008Q1	2008Q2	2008Q3
Primaire	2.7	4.6	4.4	4.8	3.4	-
Services publics	2.3	3.8	2.2	3.3	2.1	3.5
Construction	3.6	3.3	5.8	5.8	-	-
Fabrication	2.3	2.4	1.6	1.1	1.1	3.1
Commerce de gros et de détail	1.2	2.4	2.7	4.6	1.7	2.5
Transport	2.1	2.7	3.1	3.2	2.9	3.2
Information et culture	2.5	3.0	2.0	2.0	2.1	1.6
Finance et services professionnels	2.5	3.5	2.9	2.0	2.9	-
Éducation, santé et services sociaux	2.6	3.5	4.0	3.5	3.8	4.6
Loisirs et hôtellerie	2.9	3.3	1.8	-	1.2	2.3
Administration publique	2.8	3.5	2.7	2.1	3.3	3.0

Les chiffres du cumul de l'année concernent les règlements obtenus au cours des trois premiers trimestres de l'année (jusqu'à septembre). Les taux d'inflation de l'IPC sont les augmentations moyennes pour les mêmes périodes comparativement à l'année précédente.

Source : Ressources humaines et Développement des compétences Canada, principaux règlements salariaux [plus récents renseignements en date du 11 décembre 2008] http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/adj/01wage_adj.shtml; Indice des prix à la consommation (Statistique Canada 326-0001).